

Coup de  
vieux sur  
les trois P. 3  
Continents

La lettre à  
**LULLU**



2€

A vendre table ronde 110 x 140

n°61, novembre 2008

Frite e bay

Fuyez le boulot,  
méditez!

Après le passage du Dalaï Ayatolama cet été, on découvre avec effroi que Nantes n'a toujours pas sa « rue Sa-Sainteté-Océan-de-Sagesse ».

Quand le lama en chef de la Tibeterie internationale est venu taper sur le ventre de Jean-Marc Ayrault, pas un des employés municipaux ne devait manquer l'événement. Le service « Pôle communication interne, Direction générale organisation et ressources humaines » a donc envoyé un petit message à tous les agents :

« Jean-Marc Ayrault, Député-Maire, invite l'ensemble des agents qui le souhaitent à la retransmission sur écran de l'allocution de Sa Sainteté le Dalaï Lama, lundi 18 août à 16 heures à l'Hôtel de Ville, salle Paul Bellamy » Cool, cette échappée pendant les heures de travail n'est pas considérée comme un abandon de poste. Il était donc très bien vu de se montrer baba (et cool) devant sa Sainteté Océan de Sagesse qui aligne les souverains poncifs et les perles, puisque tout le monde il est beau tout le monde il est gentil. Sauf les Chinois, bien sûr. À moins qu'il ne s'agisse que de boire la bonne parole de JMA, pour une fois affublé d'un pipole d'envergure mondiale...

Luxe calme et volupté

Pour son passage à Nantes, il aura fallu fournir cinq nuits d'hôtel au Dalaï et sa suite de lamas zélés et autres protecteurs rapprochés. Le binoclard en toge le plus célèbre de la planète médiatique a pu prêcher le détachement des choses matérielles, il a prôné l'exemple à l'Abbaye de Villeneuve, un genre de foyer d'hébergement d'urgence, fournisseur officiel d'appart privé du Dalaï à 230 euros la nuit. La quarantaine de sbires qui surveille la sainteté faisait des économies, logeant à la dure dans des chambres à 95 euros la nuit. Quant à la couche du Lama : « L'entourage personnel du dalaï-lama a demandé qu'aucun meuble ne soit touché dans cette chambre pendant cinq jours après son départ. Et pas de location, bien sûr, explique l'hôtelier à Ouest-France\*. Une demande presque dogmatique, en signe de respect. » L'habitude de luxe ne fait pas le moine, en quelque sorte.

\* Le 22 août 2008.

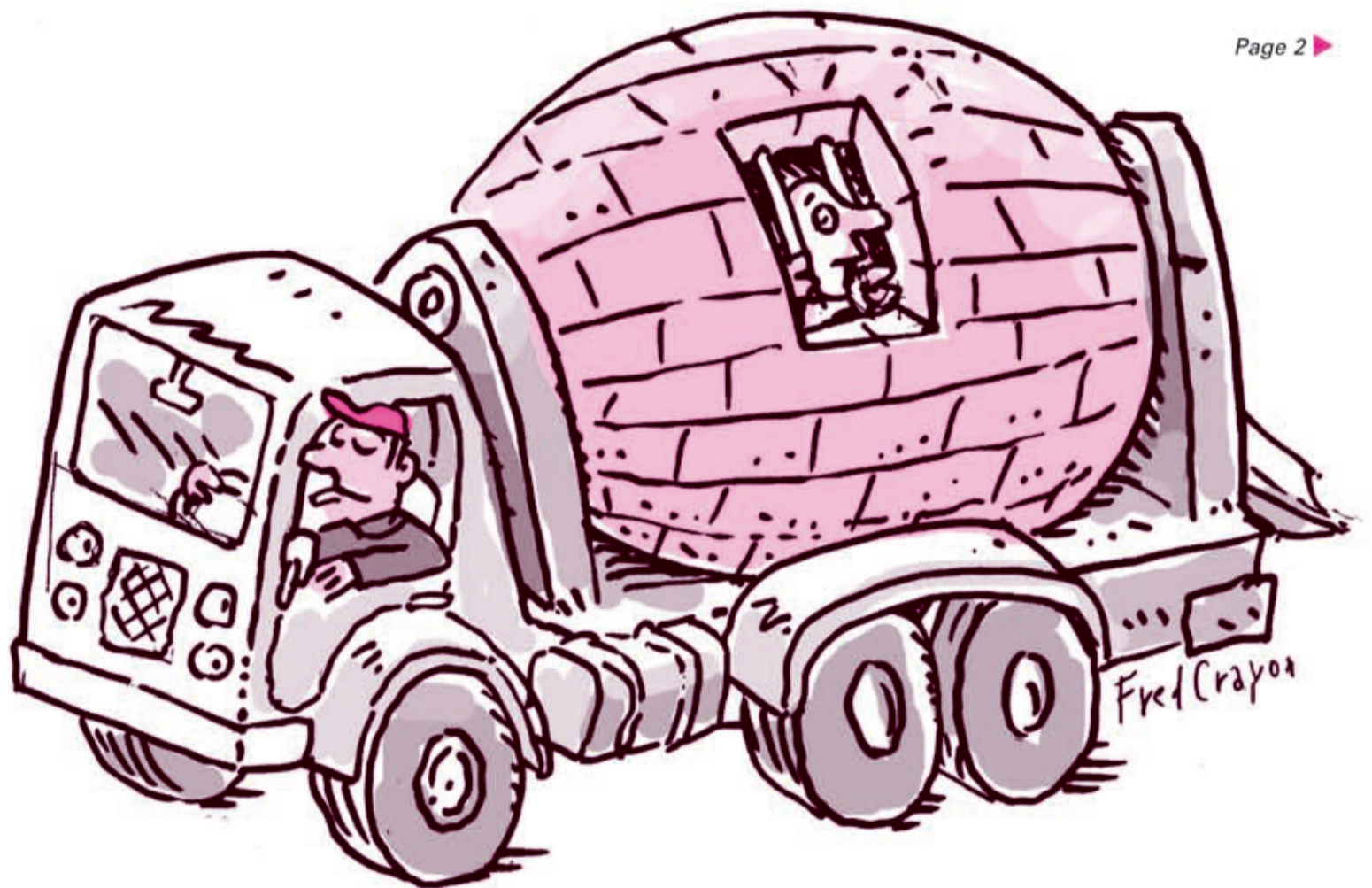


MARCHÉ À L'OMBRE

# DES COUILLES EN BÉTON

La banque c'est fini. Lessivé, liquidé. Misez sur les valeur sûres comme l'immobilier carcéral. C'est ça l'avenir, l'investissement à perpète. A Nantes, Bouygues a pris les devants. Le principe du pro-pro-pri-pri (le profit promis de prison privée) a de beaux jours devant lui. Placez le grisbi à l'ombre.

Page 2 ▶



Malgré la crise, Bouygues ne fait pas grise mine. Son chantier de prison est bloqué depuis qu'on a trouvé de vieilles mines enfouies. No problemo. Tout mois de retard va coûter à l'État la bagatelle d'1,2 millions d'euros, selon la CGT des matons. Faut dire que Bouygues a des emprunts sur le dos pour ce chantier juteux. Pas question de pénaliser le bétonneur qui doit bâtir à Nantes cette prison. D'ailleurs, il faut dire « lieu privatif de liberté ». Et de plus en plus privé tout court, et très prisé par les industriels. Les actionnaires de ces braves sociétés anonymes ont donc intérêt à ce que la société génère un max de frustrés et donc de délinquants. La peine plancher instaurée par Rachida Dati tombe à pic pour alimenter la surpopulation des taules qui justifie pleinement la création de nouvelles cages. Autant de clients qui vont légitimer l'expansion de la répression et donc du parc immobilier carcéral. Simples questions de marchés.

Productivité de la zonzon

Pour les trois taules à livrer avant 2011, le ministère de la Justice salue le jackpot décroché par Bouygues qui « se chargera à la fois de la conception, de la construction, du financement, de l'exploitation de ces nouveaux établissements pénitentiaires à Nantes, Annecy, près de Lille, et Réau, près de Melun ». Ce qui inclut aussi la maintenance des locaux, la fourniture des énergies et fluides, le nettoyage des bâtiments, la gestion des déchets.

Bientôt, Bouygues (ou un autre) pourrait s'occuper de prendre directement les clefs des prisons, comme au États-Unis depuis les années 1980. Chez les Yankees, la tendance est désignée par un nom très clair : « prison for profit ». Et comment optimise-t-on ses profits ? En diminuant les dépenses, notamment les salaires et les services qu'il faut assurer. Tout en multipliant son marché en poussant à l'incarcé-

ration massive plutôt que de favoriser des mesures moins lourdes. Pour ça, la tendance ultra punitive du moment devrait encourager les investisseurs. Mais la réinsertion, qui n'est déjà pas vraiment un souci majeur, devient un élément de contre performance financière des investissements.

Optimiser l'exploitation

Le groupement sous tutelle de Bouygues est soutenu par la Royal Bank of Scotland et le Fonds SEIEF sponsorisé par Dexia et la Banque européenne d'investissement. Pour les trois prisons neuves, ce groupement paye un loyer de 40 millions d'euros par an, et ce pour les 27 ans à venir. En attendant, pour le ministère de la Justice, le rendement est déjà revendiqué comme critère de réussite. Histoire « d'atteindre de nouvelles performances dans la maîtrise des délais » et « d'optimiser la dépense d'exploitation des bâtiments ». On peut s'attendre à tout, comme à exiger des

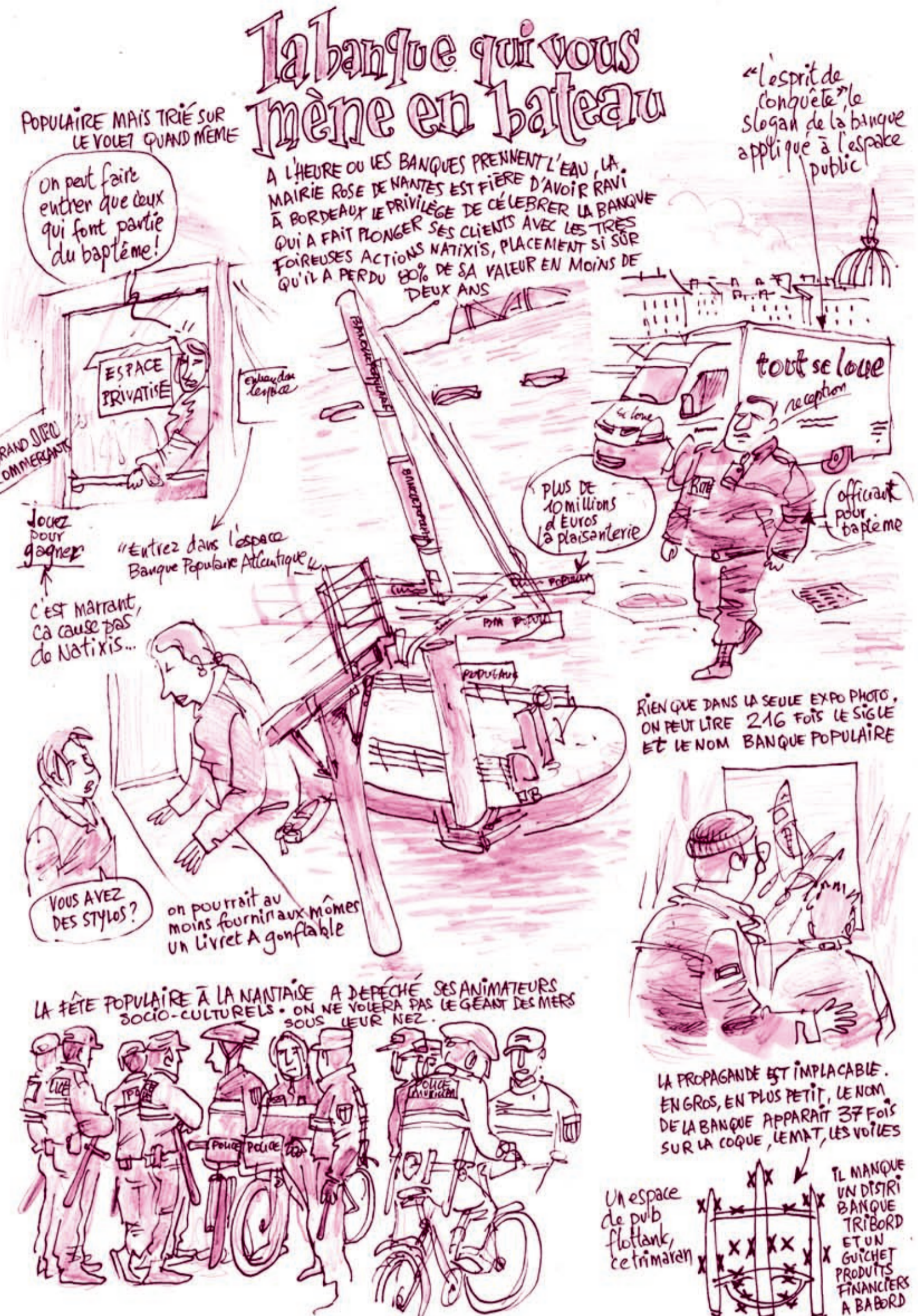
condamnés une participation aux frais de gîte et de couvert. En 2005, une étude\* sur les privatisations public-privé (PPP) en Europe, notait que les matons privés anglais et gallois sont payés 43 % moins cher que leurs homologues du public. Et qu'ils travaillent plus d'heures, sont plus flexibles, plus jeunes, et moins syndiqués.

Un groupement d'entreprises (Sogeres pour la restauration, Exprim et IDEX Energies pour les fluides, Preface pour la formation, etc.) va déjà s'occuper des services à la personne : restauration des détenus et des matons, blanchisserie, nettoyage des locaux, mais aussi formation des taulards, transports (paniers à salade et chauffeurs), fourniture et entretien du linge des détenus, cantine (vente de dentifrice, de savon, location de télé dans les cellules), accueil des familles, et même le travail confié aux taulards. Un boulot à l'ombre, en ateliers, ou en cellule, qui fait trimer les bagnards bien en dessous du SMIC de l'extérieur. Une belle invention qui plafonne le salaire de ces corvéables bien gardés. Le concessionnaire assure l'encadrement et le contrôle des petits travaux d'emballage, conditionnement de parfums ou mise sous pli le plus souvent. Les salaires au rabais des petites mains font l'objet de retenues, notamment pour indemniser les victimes. L'état se garde son cœur de métier, et profitera du climat de productivité accrue pour mieux gérer les verrous, surveiller les couloirs et repuner les récalcitrants.

### Champion d'Europe

En 1924, quand le reporter Albert Londres revient du bagne, il interpelle le ministre des Colonies en clamant avec force : « Ce n'est pas des réformes qu'il faut en Guyane, c'est un charbonnement général ». Il met sérieusement en cause la toute puissance de la Tertiaire, l'administration pénitentiaire. Qu'on confie le bagne aux administrateurs coloniaux, ou alors aux militaires, lâche Albert Londres. Et tant qu'à pousser le bouchon, pourquoi pas au privé : « Affirmez le bagne à un gros industriel, à un homme d'affaires d'envergure. Et vous verrez le rendement », dit le journaliste du *Petit Parisien*. À l'époque, c'est une boutade. Aujourd'hui, c'est très sérieux. La pensée libérale considère que faute de l'indispensable stimulation d'une concurrence jusqu'ici absente dans ce secteur, les prisons n'offrent que des services de mauvaise qualité, et que l'opinion publique trouve toujours trop cher de loger et nourrir la canaille, même mal. C'est Bouygues qui se colle au chantier pour optimiser le rapport qualité prix. Marché juteux, qui n'est qu'un début.

Depuis 1992, le Royaume-Uni est champion d'Europe des prisons privatisées. Mais avec des résultats douteux au regard des « per-



formances » prévues par contrat : les prisons galloises ont des statistiques record d'agressions et de violences graves internes; les heures de sorties des détenus sont inférieures au temps mini-

mum imposé; les services d'éducation et de loisirs sont réduits; l'admission des malades à la section hosto de la prison est « apparemment motivée par des impératifs commerciaux », et les résultats financiers de l'exploitation des zonzons priment sur tous autres critères. Ça fait envie.

Averell Capone

\* Le marché européen des services pénitentiaires privatisés : évolution et retombées. Séminaire sur les services pénitentiaires. Luxembourg, 19 mai 2005 ([www.presse.justice.gouv.fr/index.php?rubrique=10097&ssrubrique=10721&article=14144](http://www.presse.justice.gouv.fr/index.php?rubrique=10097&ssrubrique=10721&article=14144))

### Inaugurationnement

## Taule flambant neuve

Ne pas confondre établissement pénitentiaire flambant neuf et la prétendue beauté d'une prison qui flambe. C'est pas pareil. La nouvelle zonzon nantaise est prévue pour 510 détenus, plus 60 places pour les condamnés à des courtes peines. Enfin ça, c'est sur le papier. L'obligation d'avoir un détenu par cellule est déjà imposée par la réglementation européenne. Mais l'Europe, c'est loin, quand on est à

l'ombre. La Tertiaire s'en fout : on lui fournit du monde, elle case. Comme elle peut. Service service. Il faut bien entasser les taulards, on ne va pas les faire dormir dehors. L'administration n'aime pas le mot dehors. Alors, on tire des matelas d'appoint pour faire dormir par terre les derniers entassés. Avec Bouygues aux manettes, ces veinards de taulards auront TF1 tous les soirs comme avant-gout de réinsertion.

CASH FLOW  
ACTIONS,  
OBLIGATIONS  
OU ÇA VA  
IMPACTER  
GRAVE!



## Shampooing

### La photo flou

Après la photo floue, la voilà floue. Pour le baptême du trimaran bancaire, une dizaine de photographes accrédités, assignés à un point nommé, parqués par l'attachée de presse qui leur a collé des chasubles flou : « Ne bougez surtout pas, c'est filmé », dit la donzelle. Habités, les photographes enfilent le machin flashy. Une minute après, l'assistant du réalisateur vidéo officiel de l'événement vient faire virer les chasubles flou : ça fait tâche. Les photographes enlèvent le machin. Redéboule illuco l'attachée de presse furax : « Pourquoi vous avez enlevé vos chasubles ? C'est simple : si vous bougez, quelqu'un de la sécu vient vous ramener en salle de presse et vous n'aurez plus droit de faire la moindre photo ». Comme on fait la morale à des mômes agités à la récré. Ces pros-là ont quasiment le double de son âge et un peu de bouteille. Et tout ce pataquès pour fixer pour l'éternité une bouteille qui explose sur une coque. Y'a des clic clacs qui se perdent.

## Pignon sur ruée

### Les banques se serrent le kiki

Plus question de se reproduire comme des lapins. Avant de faire des petits, les banques vont en parler.

C'était avant la crise. Les banques s'étaient fait gronder : elles prenaient trop de place. Promis, elles vont se racheter. En signant un code de bonne conduite. Preuve qu'avant, les banques n'avaient ni foi ni loi. Mais terminé l'urbanisme bancaire sauvage qui pourrit la ville en ouvrant des succursales à tous les coins de rue. Halte à la « prolifération ». Huit places et 28 rues sont classées zone rouge. Chambre de commerce, Ville et Fédération bancaire française ont conclu il y a un an un accord. Le cœur de la cité doit rester à « des activités commerciales contribuant à l'animation et à l'attraction du centre ville ». On a donc obligé les pauvres banques à admettre qu'elles étaient inattractives, mornes et anti-animantes. À notre époque, certains ont une triste idée de nobles institutions qui gardent leurs picaillons. C'est triste, une si triste idée. Mais qu'on se rassure, la bonne conduite n'est pas trop contraignante. « Le comité des banques engage ses adhérents à prendre tout contact avec la CCI et la Ville à l'occasion de tout projet éventuel sur ces zones ». Contact, et même beaucoup plus : « Tout projet de relocalisation sera regardé avec intérêt par les parties signataires ». On respire. Il s'agit donc de protéger le petit commerce bancaire en évitant qu'il s'installe à tous les coins de ruée vers l'or. Justement là où il risque de se faire saccager par des clients en pétard.

Jérôme Kerville

## Mongols fiers

# La dérive des trois continents

Pour débarquer le président du festival des trois continents, on a fait voter des sans papiers. Administrateurs, certes, mais irréguliers quand même. Que fait la police des scrutins associatifs et des embrouilles en contrechamp?



### Et les vieux schnocks pompaient

Éjecté, destitué à trois voix après. Le 17 juin dernier, le conseil d'administration a débarqué le président du festival, le journaliste néo-retraité Alain-Pierre Daguin. Le fautif était trop opposé aux Jalladeau brothers, les créateurs fondateurs qui ont miraculeusement obtenu un vote bien arrangeant pour leurs affaires. Le scrutin n'a pourtant pas véritablement tous les symptômes de la sincérité, de la probité et de la légalité. Dans sa séance suivante, le 23 juin dernier\*, le conseil d'administration du festival des trois continents a dû reconnaître que les votes ont été truqués, mais en s'empressant d'enterrer, et donc d'enterrer, l'embrouille patente. En termes pudiques, ça donne : « Les conditions ou modalités de vote pour élire/renouveler le conseil d'administration n'ont pas été rigoureuses ». Cinq administrateurs ne pouvaient pas voter, n'étant pas à jour de leur cotisation, certains depuis trois ans. En plus, les procurations (un pouvoir seulement par personne) ont été un peu gonflées : « Ces résultats ont mis à jour les pouvoirs (1? 2?) qui ont été complétés en dehors du bureau de l'association où ils auraient dû être déposés ou envoyés dûment remplis, et des adhérents non à jour de leurs cotisations (2006 et 2007) qui ont participé au vote ». Un peu plus et on rameutait des machabées de Corse et du Kazhakstan. « Quelles conclusions en tirer ? Faut-il valider ces élections ? Les annuler ? Convoquer une assemblée générale extraordinaire ? Est-ce juridiquement contestable ? », reprend le compte-rendu. Des questions posées par un seul administrateur, qui s'est abstenu quand le reste des 17 moutons a répondu aux questions gênantes par une phrase sibylline, mise aux voix et approuvée : « Le CA a constaté que deux personnes ayant pris part aux votes n'étaient pas à jour de leur cotisation ». Circulez.

On pourrait dire que cette entorse aux votes est banale dans une association. Sauf que ce festival brasse quand même 1,1 million d'euros de budget. Et que la manip' a permis de débarquer illicitement un président qui contestait la manière de faire des deux frangins fondateurs. Il était question de leur confier une dernière mission pour cette année des trente ans, puis tapis rouge et place aux jeunes. Sauf que maintenant les brothers parlent de leur 31<sup>e</sup> édition. Accrochés comme des berniques. « On n'a pas trouvé le successeur », dit Alain Jalladeau, le cadet, 68 ans aux prunes. Succession, transmission? « On ne s'est pas posé la question », dit Philippe, bientôt 71 balais. « Mais si la 30<sup>e</sup> édition se passe mal, le festival peut s'arrêter là », lâche Alain. Ils étaient l'an dernier sous contrats de travailleurs indépendants, avec honoraires. L'Urssaf est passé par là, et a trouvé la formule totalement irrégulière pour deux « prestataires » qui ne travaillent que pour le festival et y avaient bureau permanent. L'affaire n'est pas réglée. Désormais, les frangins sont en CDD jusqu'à fin décembre. Deux sièges éjectables bien bouloqués.

### Plainte et nom déposés

Flash back sur un festival de cinéma au bord de la crise de nerfs. Les frères Jalladeau ont conçu, lancé et tenu le festival depuis 1979. Une fois septuagénaires, l'un quasi, l'autre déjà, ils se crispent à l'idée de passer la main. Conflit avec les jeunes salariés du festival qui vivent très mal le quotidien, régulièrement traités d'« incompetents » par les deux frères, vaches sacrées cultivant la vacherie et pères fondateurs capables de coups de gueule réguliers. Philippe l'a déjà dit : « C'est vrai que je m'échauffe très vite. Alain aussi, mais il ne le reconnaît pas et n'est pas toujours de bonne foi (...) Nos discussions ne sont pas calmes, mais cinématographiques : c'est

de bonne guerre, c'est sain ». « ...Et fatigant pour l'entourage », ajoutait Alain, plaidant la passion\*\*. Une passion fatigante au point que cinq salariés sur six ont déposé plainte l'an dernier contre lui. Motif ? Harcèlement moral au travail. « C'est du passé », évacue Alain. Ayant déposé le nom du festival à l'Institut national de la propriété intellectuelle, son frère Philippe a réclamé une rente de 260 000 euros, à verser en dix ans. Les deux camps, association et Jalladeau, ne se sont plus parlé que par avocats interposés. Finalement, un compromis est trouvé : 34 000 euros alloués pour solde de tout compte au seul Philippe, même si la légende parle toujours des deux frangins co-fondateurs. Rien à voir avec les parachutes dorés tant décriés, octroyés à des gens qui partent, pas à ceux qui se tapent l'incruste.

### Anciens et modernes

Juste avant les municipales, Ayraut et son entourage avaient fortement conseillé de ne pas faire de vagues. Ils ont serré les fesses lors de la cérémonie de clôture 2007, craignant un esclandre des Jalladeau. Ayraut y est allé de son lapsus : « Le festival des trois continents...\*\*\* On devait leur confier une dernière mission pour finir en beauté sur le trentième anniversaire. Depuis, ils ont repris leur place. Parmi les jeunes de l'équipe salariée, le directeur et l'administratrice ont jeté l'éponge. L'an dernier, à la cérémonie de clôture, le président Daguin avait cité Bernanos : « C'est la fièvre de la jeunesse qui maintient le monde à température normale. Quand la jeunesse se refroidit, le reste du monde claqué les dents. » Sortez vos grabats, et vos moumoutes.

### Youcef Chagrine

\* dont le compte-rendu est tombé sous la main et l'œil de Lulu, qui s'est fait greffer une pupille sous chaque doigt.  
\*\* mensuel municipal Nantes Passion, novembre 2003,  
\*\*\* « Nous ne vieillirons pas ensemble », Lulu n°58, décembre 2007



## Mot aux roses

### Jean Rouaud se vole dans la plume

Quoi d neuf ? Paru à la mi avril, « La Fiancée juive » est un recueil de neuf textes de Jean Rouaud, dont un est déjà vieux. Le Goncourt et ses champs d'honneur sont un peu loin. A sec de plume, manquant d'inspiration, ayant quitté Campbon pour rallier Paname, Jean Rouaud a honoré un contrat chez Gallimard en ramassant un rogon, mais sans rien dire à personne, ni au premier éditeur, ni au second. Le morceau de littérature en question est déjà paru à Nantes en 2001 au sein du bouquin « Régional et drôle », chez l'éditeur Joca Seria. Quant le pot-aux-roses a été découvert, chez Gallimard, on n'a pas beaucoup aimé la plaisanterie. Chez Joca Seria non plus. Un arrangement a été trouvé. Quelques semaines après sa sortie, le bouquin n'est plus disponible, ni en librairie ni chez l'éditeur. C'est ce qu'on appelle un auteur frappé d'épuisement.

## Copilotade

### Une mine d'infos

Pulsomatic ne publie pas que des trucs culturels. En plus de la brochure mensuelle gratuite, Pulso réalise et diffuse Copilote, un guide pour les 15-25 ans, plein d'adresses d'assos. Entre midi et deux dans le centre de Nantes, la boutique du relais Europe est fermée. Les cartons pleins de guides Copilote sont déposés devant l'entrée. Panique immédiate. Police, évacuation des commerces alentour. Une escouade de démineurs accourt dare-dare. Le lendemain, bien informés, les quotidiens locaux relatent la parano. L'un croit savoir que la fausse bombe contenait des vieux magazines Pilote (Matin, quel journal!), l'autre parle d'une caisse de vieux journaux. Manque plus que des faux journaux pour emballer le faux poisson. Des copies de lottes, par exemple.

## La fessée à Lulu Bobologie

« Il y a des cartes de géo qui se perdent », écrivait Lulu à propos de la Vendée approximative vue par les journaux parisiens. Il faudrait aussi balayer devant sa carte : dans le dernier numéro, Lulu cite Bobo Diolasso comme capitale du Burkina. Sauf que la place est déjà prise par Ouagadougou. Allo, maman, Ouaga!

# Faut pas Decauxner

La ville de Guérande a perdu un marché, mais s'est fait rehausser la marche



La fille des sucettes s'est mariée avec le gendre de son papa. C'est comme ça, chez les rupins. Résumons : à Guérande, au Brittany polo club qui lui appartient, Jean-François Decaux, a marié sa fille aînée en septembre. Jeff, c'est l'un des deux fistons de Jean-Claude Decaux, le magnat de la sucette, des panneaux de pub et de l'abribus. Aujourd'hui, allez, on se dit tout, les frères Jean-François et Jean-Charles sont à la tête de la holding fondée par papoune, numéro un mondial du mobilier urbain. Huitième fortune de France en

2007. Des minables. Même pas une marche de podium. Les petites mains qui ont œuvré à la féerie des rupins ont entendu parler d'un budget de sept millions d'euros. D'autres de cinq millions, mais avec des dépassements. Pas sûr qu'on dépense autant pour le divorce. Pour loger les 550 invités, tout le palace de l'Hermitage a été loué pour deux jours, plus un hôtel à Guérande. Dix-huit semi-remorques de déco, mobilier et fanfreluches, dont deux camions rien que pour les fleurs et arbustes, venus spécialement de Belgique ; une

demi-douzaine de taxis londoniens dont un tout en blanc pour la mariée ; 2 700 m<sup>2</sup> de barnum flambant neuf pour le raout avec canapés design, moquette en lin tressé haut de gamme. Sans oublier les écrans géants et une équipe de caméramen filmant la noce, pour que les invités puissent se contempler en temps réel. Le comble du narcissisme pour happy few. Ces rupins-là ont leur caprices. Le panneau d'un pépiniériste fait tache face à l'entrée des convives sur le terrain du pince-fesses : on le fait démonter pour le week-end. La marche de l'autel de la collégiale de Guérande paraît trop basse à la mariée : qu'à cela ne tienne, on la fait rehausser illico. Vigiles, maîtres-chiens, rien de manque à ces plaisirs bien gardés. Une équipe de gros bras a même sécurisé les abords marécageux pour empêcher l'invasion par les paparazzis qui ont d'ailleurs dédaigné la noce. Vexants, ces photographes.

Tant qu'à faire, la noce a exigé et obtenu du maire de Guérande qu'il supprime le marché du jour devant l'église. Sous prétexte que les balayeurs municipaux risquaient de manquer de temps pour nettoyer avant l'arrivée du gratin. Pensez ! Une feuille de chou qui traîne, un radis par terre, ça vous gâche une cérémonie en un rien de temps. Et tant qu'à mobiliser les moyens publics, la police municipale a été réquisitionnée pour filtrer les invités. Voilà les municipaux privatisés. On aurait pu leur filer un abribus pour mettre dans leur salon. Ces rupins sont d'un radin.

Stéphane Bernique

## Farce tranquille L'adjoint poulaga

On avait l'agent 15 qui se faisait asticoter par les garnements Quick & Flupke. On a désormais le Commissaire 15. Gilles Nicolas, ancien flic d'état, ancien patron de la police municipale nantaise, passé de la technique au poste d'élu. Gilles Nicolas est dont le 15e adjoint,

officiellement chargé de "Sécurité, tranquillité publique et sécurité civile". Pour avoir un tel intitulé de ministère local, il doit y avoir une subtile distinction entre sécurité civile et sécurité tout court. Quand c'est pas civil, c'est militaire, sans doute.

Ce midi, dans notre salle de bain...



## Surface de réparation

# Mètre carrément bloqué

Attendant à la gare de Nantes, les bâtiments qui ont abrité le sommeil des roulants (le personnel cheminot à bord des trains) pourraient être transformés en centre d'hébergement d'urgence pour les sans-abri. Les Restos du Cœur ont monté le projet au printemps dernier. Tout collerait parfaitement, excepté un truc. Il y a trente chambres où ont dormi pendant des lustres les conducteurs de loco. Très bien insonorisées, mais manquant un peu d'espace selon les normes en vigueur : elles ne font que 7,50 m<sup>2</sup>. Il en faudrait 0,45 m<sup>2</sup> de plus. « Il faut des dérogations mais ce n'est pas gagné. Ça n'avance pas. On n'a aucune information », dit-on à la direction départementale des Restos. Personne ne veut se risquer à donner les autorisations. Les loquedus peuvent rester coucher dehors. On leur distribuera un demi-mètre carré et une histoire à dormir debout.

## Mode d'emploi

# La Ville postes-synchro

Le 20 juin dernier, le conseil municipal de Nantes a voté une « adaptation du tableau des effectifs » du personnel municipal. Derrière cet euphémisme, un tour de passe passe qui masque tout bonnement une tendance à la précarisation du travail municipal. L'embrouille, c'est de faire croire qu'on reste à effectif constant. Face à la suppression de 75 postes dans les secteurs administratif, médico-social, culturel et sportif, on aligne donc la création de 75 autres postes. Arithmétiquement, y'a le compte. À relier de plus près, 46 de ces « créations » sont des emplois saisonniers, précaires, temporaires, de un à trois mois. Un contrat au moment, c'est toujours mieux que payé à l'instant.

## n'est-ce SPA

# L'homme qu'a vu l'ours

Grappillé à la une de Presse-O le 2 octobre 2008 : « Au Loroux-Bottereau, un agriculteur pense avoir vu un ours », suivi d'un autre titre « Malgré la rumeur, l'Ecureuil assure qu'il va bien ». Y'en a vraiment qui cherchent la petite bête.



# LATULULULU?

## LE BOUCLIER COMMUNAL

Ouest-France, le 10 octobre 2008

Le maire de Châteaubriant est hyper fortiche. A la question : « La crise économique mondiale peut-elle avoir un impact à Châteaubriant ? », le bourgmestre Alain Hunault répond franco, banco et recto : « La communauté de communes du Castelbriantais nous en protège. Elle est en effet plus forte aujourd'hui. (...) » FMI, Fed, Banque centrale européenne, experts en krach et spécialistes anti-panique feraient bien d'en prendre de la graine. Pour que l'affaire soit rondement et mondialement réglée, collons des communautés de communes à tous les coins de Wall street et au dossier des sièges de banques.

## CHIFAGE ADN

Ouest-France, le 23 septembre 2008

Joli lapsus. L'IGNA, le labo nantais qui réalise pour la justice un cinquième des analyses ADN en France, et nourrit ainsi le fichage des mauvais sujets du royaume, vient d'être mangé par un concurrent. Gnap! Par qui? Par le « groupe Sarco », note le quotidien, soit un ensemble de labos qui réalisent des analyses dans les secteurs sécurité alimentaire, environnement, hygiène industrielle, identification génétique. Un nom presque trop bien choisi pour ce business sécuritaire. En fait, le vrai nom du groupe est Carso, ce qui est parfaitement contrepèté. Pas de quoi contrefouetter un chat.

## LA SEMAINE MISE À JOUR

Le 15 octobre tombe cette promo Ouest-France dans la boîte à mail à Lulu : « Tous les jours, gagnez une semaine de ski pour deux personnes ». Tous les jours! Mieux que les 35 h, voilà la quadrature du 168 heures par jour. En plus en doublant la mise et en dévalant les pentes. Ca doit être une métaphore du capitalisme.

## NAPO: 1, SÉGO: 0

lefigaro.fr, le 23 septembre 2008

Pour l'expo sur le « pouvoir politique en images hier et aujourd'hui », au château des ducs, Ségolène Royal devait figurer face à Napoléon en costume de sacre, raconte le quotidien. Finalement par peur de polémique, l'affiche de campagne de la citoyenne Royal a été décrochée. Un empereur à côté d'une modeste cheffe de région, ça fait pas le poids.

## RELATIONS EXTRATERRESTRES

Ouest-France, le 22 avril 2008

Le quotidien bien pensant ne sait pas quoi penser de ces trois femmes du Maine-et-Loire qui « prétendent être en relation avec la Vierge », et qui organisent des rencontres avec des fidèles à Vallet. Ne voulant pas colporter une rumeur, Ouest-France interroge l'évêque qui parle d'instruction d'une « enquête canonique pour connaître la nature de ces révélations », tout en évoquant « les illusions ou la supercherie » et en reppelant que « L'évangile n'est pas la recherche du merveilleux ». C'est pas merveilleux, tout ça ?

SARCO CHEZ LES PROLOS



Triple buse

## Sarko tope un prolo sans visio

Il était début septembre aux Chantiers de l'Atlantique pour rassurer les métallos. Croix de bois, croix de fer, Sarko ne les lâchera pas. D'abord, un accord a été signé entre l'État et le Coréen STX, nouveau patron du site de construction naval. Et promis-juré-craché, la teneur du document sera montrée aux syndicalistes de la maison. Un mois et demi après, les dits syndicalistes sont allés à Bercy. On ne leur a rien montré du tout. Promettre, c'est bien beau, mais cracher après, c'est pas beau.

Déjà, aux Chantiers, Sarko, pourtant vanté comme un cadot de la com', avait aligné les bourdes. Dans la salle en finition du paquebot, on a fait aligner une dizaine de prolos en demi-cercle derrière Sarko. Deux femmes dans le lot. On en déplace une pour qu'elles soient symétriques derrière le président, à l'image. Première bavure : Sarko monte sur scène et tope au passage l'épaule d'un ouvrier. Mais sans croiser son regard, même pas une seconde. De l'épaule au foutage de gueule, il n'y a qu'un pas, de gymnastique. Deuxième raté : il parle d'« Akersss » en insistant sur le S alors que tout le monde sait ici que le patron du moment c'est Aker. Troisième pataquès : notre repusident national rend hommage au pédégé coréen qui est à côté de lui, flanqué d'une traductrice. Sarko n'a pas voulu lire le discours qu'on lui a préparé. Préfère tchatcher de mémoire, ça fait plus classe. Mais du coup, tout au long du speech, Duk-soo Kang, le pédégé de STX sera apostrophé sous le nom de Monsieur Wouang. S'il va en Corée, on lui donnera du Monsieur Partouzy.

Pas un pli

# Le facteur désertion

Vos bafouilles, z'avez qu'à les porter vous-mêmes

« La Poste présente dans 205 communes en Loire-Atlantique », rassure Ouest-France. Bilan flatteur a priori dans un département comportant 221 communes... Mais si, avec un esprit évidemment mal tourné, on décortique les chiffres, on voit que la Poste n'assume financièrement seule sa présence que dans 141 des 221 communes. Soit moins des deux tiers... Déjà 100 000 personnes abandonnées par la Poste publique. Combien après la privatisation ?

Tout ceci dans un département à démographie pourtant dynamique, à économie bien portante, au point de faire régulièrement la une des mensuels... C'est à se demander ce qu'il

LA POSTE DÉSERTE LE TERRAIN



reste dans les autres départements moins bien lotis de France et de Navarre...

Petit calcul entre amis : 221 - 205 = 16 communes sans aucune présence postale + les 42 « agences communales » (en clair, c'est la mairie qui paie) + les 22 « relais postes » (c'est

le petit commerçant qui fait le boulot)

16+42+22 = 80 communes désertées par la Poste

Ce qui corrige le chiffre flatteur, réduit à 141 communes seulement qui disposent effectivement d'un bureau traditionnel. Il y en a 194 selon l'article mais, à elles

deux, Nantes et Saint-Nazaire en trustent déjà 34.

Ou dit autrement, si on prend les 80 communes les moins peuplées du département et donc « logiquement » désertées par la Poste, de fait ou en se défaussant sur des tiers (municipalités ou commerçants), on arrive à un total de 100 873 habitants (selon les derniers recensements provisoires disponibles) dont la Poste n'a plus rien à cirer... Soit 8,5 % de la population de la Loire-Inférieure. Et donc plus que toute la population de Lozère réunie, qui compte 78 000 habitants, moutons non compris. Aux dernières nouvelles, les élevages de pigeons seraient en recrudescence là-bas...

Olivier Besace

\* le 24 septembre 2008

Hop hop city flop

## Transport en comique

Petit bilan à la louche du service de bus à impériale Nantes city tour. Le bide. L'impérialisme ne passe pas. Une moyenne de trois touristes par tournée du bus en ville. Trois ! Avec le chauffeur, ça fait quatre, mais lui connaît le paysage. Y'avait pourtant un service « hop-on et hop-off », jargon à la gomme pour dire qu'on peut descendre en cours de route. Et « à l'instar d'autres grandes villes en France (Lyon, Marseille, Paris) et en Europe, Nantes se devait de compléter sa gamme de produits de découverte de son patrimoine », vantait le discours de présentation. N'a pas suffi à séduire le vulgum touristicus. Le vulgum préfère le petit train, formule un peu ringarde mais qui ne marche pas mal.

Sur un budget de location de 100 000 euros pour ces bus à trimballer des sièges vides, le déficit serait de 80 000 euros \*. Alors, stop ou encore ? Directeur de l'office de tourisme, Jean-Marc Devanne défend l'idée que c'est un test grandeur nature, moins cher qu'une étude prospective auprès d'un cabinet conseil. Un

argument à retardement, déjà servi, puisque le premier dépliant de ces bus à étage spécifiait déjà : « service expérimental de juillet à octobre 2007 ». Un an après, l'éléphant, le sens de l'humour du maire, le tram et la météo riante ne suffisent toujours pas. Nantes dans la cour des grandes villes touristiques, c'est pas gagné. Puisque ces satanés touristes ne veulent rien voir de Nantes, on pourrait peut-être changer les bus pour des sous-marins. Nantes en contre plongée, c'est garanti inédit en Europe.

\* Ouest-France, le 28 août 2008

## Rétrogradé Régional de l'épate

Diffusé dans deux départements, Loire-Inférieure et Vendée, Presse-Océan était jusqu'à présent membre du SPQR, le syndicat de la presse quotidienne régionale. En n'étant plus servi quand dans un seul département « et encore : pas partout », PO n'est plus « régional ». Ça paraît du pinaillage, mais ça a son importance, au moins pour les grilles des salaires, moins avantageuses si on relève de la presse départementale.

Au SPQR, on concède qu'il n'y a pas eu de précédent par le passé, et que la situation est embarrassante : « Tant qu'on n'en a pas été informé par le titre, la question n'est pas posée et donc la question ne se pose pas », dit-on à la direction du syndicat. Mais les statuts ? Comment rester membre d'un syndicat professionnel dont on n'a plus les critères ? « On verra si le titre nous avertit ». Le sigle SPQR, Senatus PopulusQue Romanus, a aussi servi à représenter l'empire romain. Mais désormais Presse-O est sous tutelle de l'empire rennais. Il y a de quoi en perdre son latin.

## LATULULULU?

■ VIVA LA MUERTE

Ouest-France, le 21 septembre 2008

« Arrêter les morts violentes en prison », écrit le pédégé Hutin dans son édito. Faut-il y voir un encouragement à tout ce qui s'apparente à la mort lente, et de ce côté là, la prison a de jolis états de service. Du coup, quelle est la consigne : « ralentir la mort lente ou tuer la lenteur » ?

■ LE DEPUTÉ VERROUGE

Ouest-France, le 16 septembre 2008

Les Bretons l'ont mûri. Passé de vert à tout rouge, il doit être sérieusement en pétard, le député. Ouest-France titre « Le député rouge François de Rugy manifesterait samedi » pour le « droit à l'expression de la culture bretonne ». Mais ce mûrissement éclair a ses dangers. A la prochaine manif, il risque de passer pour blète.

■ JEUNESSE PRIVÉE DE GRENADES

Ouest-France, le 9 juillet 2008

« Activités sportives et militaires, à Joué-sur-Erdre, pour 70 jeunes volontaires de 17 ans. Si l'armée de Terre quitte Nantes, cette journée de découverte, unique en France, disparaîtra », déplore Ouest-France. C'est donc très grave. On va donc priver quelques jeunes candidats à la bidasserie. Ils ne pourront plus pratiquer le lancer de grenade en pleine nature. Idem pour l'armement qui ne pourra plus être testé et le paquetage de l'officier. Vous imaginez la frustration de ces jeunes gens. Et tout ça parce que le 22e BIMA, le bataillon d'infanterie de marine, ne serait plus basé à Nantes et ne pourrait donc plus assurer le déplacement de Nantes à Joué-sur-Erdre en car kaki. On ne célébrera jamais assez la servitude et la grandeur militaires.

■ VÉLO TYRAN

Presse-Océan, le 14 août 2008

Le maire de La Baule tremble pour la démocratie, dans la ville qu'il mène le nez dans le guidon. Sa ligne de conduite est claire : « Je ne veux pas de la tyrannie du vélo ». Pas question de rendre piétonne la sacro-sainte avenue de Gaulle pour l'été, et tant pis s'il n'y pas de stationnement vélo dans la rue commerçante : « Il y en a un peu plus loin, il faut arrêter de vouloir stationner devant la porte des commerces », répond le maire en conseil municipal, montrant qu'il en connaît un rayon sur le cyclisme : « Si certaines rues sont trop dangereuses, il ne faut pas y passer ». Certains résistent, passent dans ces rues à risque, avec le VTT bien arrimé au dessus de leur rutilant 4 x 4.

■ GROSSE PÊTOCHE À LA BAULE

Ouest-France, le 10 juillet 2008

La Baule friqué. L'été, La Baule plus fliqué. C'est avec ce haïku sommaire que les vacanciers chéris ont été protégés par plus de CRS, plus de saute-dessus de la BAC, plus d'uniformes et de matraques. Ils sont 75 représentants de l'ordre baulois les mois de l'année. Et plus de 120 en juillet et août. Avec une vraie légitimité, explique le commissaire Palka : c'est la période « où 40 % des délits sont constatés ». Enfin il n'est pas très sûr du chiffre, évoquant « une période estivale où un tiers des délits annuels sont commis ». En tous cas, dès le début de l'été, il y avait déjà de quoi craindre le pire, les conduites en état d'ivresse surtout (« particulièrement intraitables ») et comble de l'abomination criminelle, les petites incivilités (« il faut être intransigeant »), c'est à dire précisément les « bruits de mobylettes, stationnements anarchiques ». L'an prochain, on envisage une escouade de choc contre les vols de tongs de chez Dior.

une Hausse

HISTORIQUE

POUR le CAC 40,

une hausse à 2 chiffres

+ 11,6 %



## Digitalisation Brutes de couloirs

Le 11 juin dernier, en pleine résistance contre les réformes Darcos, ils sont 400 à l'inspection académique. Enseignants, parents d'élèves, ils viennent y déposer les nombreuses motions votées dans les conseils d'école. Ça fait du monde entre les portes. Ardents partisans de l'accélération des flux dans les couloirs, les forces de l'ordre appliquent leurs procédures de bousculades, molestades et interpellades. Un des manifestants arrêté, Sami Benmeziane, est instituteur à l'école d'Indre. On lui reproche d'avoir retourné le doigt d'un policier. Il ne sera relâché qu'à 21h, le corps couvert de bleus, le T-shirt déchiré. Convoqué au tribunal le 23 février pour avoir résisté avec violence à un agent de la force publique. Il risque 15 000 euros d'amende et un an de prison avec sursis. Très vite, comité de soutien, pétition, mobilisation. Le conseil municipal d'Indre a voté à l'unanimité l'adhésion au comité de soutien. Le maire Jean-Luc Le Drenn prône aussi la désobéissance contre des mesures qu'il juge contraires aux principes républicains. Dit non à la mise à disposition de locaux pour organiser des stages de remise à niveaux pendant les vacances scolaires. Et refuse de mettre en place le droit d'accueil « qui n'est autre qu'un service minimum à la charge de la collectivité, mis en place pour remplacer les enseignants grévistes ». L'un n'obéit pas au doigt et à l'oeil, l'autre abîme soi-disant le doigt d'un robocop. On est à deux doigts du chaos.

## L'école est finie L'efficacité infuse

Fin mai, en pleine mobilisation des enseignants et des parents d'élèves contre le plan Darcos, un inspecteur de l'éducation nationale se risque sur les terres bouillonnantes du refus. Visite à l'école primaire Roger-Salengro, à Rezé. Le monsieur n'a pas l'air très à l'aise dans le rôle. « Le représentant du recteur avait pourtant l'air bien préparé avec sa panoplie d'arguments, reprenant in extenso le discours Darcosien », explique un parent d'élève. Langue de bois, ligne officielle, dégainant son « obligation de réserve » à la moindre question embarrassante. Une prestation sans faux pas. Sauf quand un parent le titille sur les réseaux d'aide sacrifiés. Alors, comment mieux aider les élèves en difficulté avec moins d'enseignants? « Comment pouvez-vous nous faire avaler qu'on peut faire mieux avec moins? », insiste le père. Ce coup-ci, l'inspecteur sort de sa réserve:

# "Quand ya..."

11 juin : manif pacifique "Anti-Darcos" dans les locaux de l'inspection académique de Nantes. Sami, l'institut de ma fille est "avalé" et menotté salement par cinq CRS. Technique bien connue des vieux briscards de la protestation. Le but : frapper fort pour marquer les esprits et décourager les manifestants. Facile, on est pas chez les dockers. Résultat : Sami est accusé d'avoir plié le doigt d'un CRS et mis en garde à vue pour "réaction violente à une intervention policière". On croit rêver...



« Le maître mot de notre nouvelle politique sera l'efficacité. C'est notre objectif. On va prendre les pratiques du monde de l'entreprise pour rendre notre enseignement plus efficace ». Le rendement et le management appliqués à l'école. L'efficacité, c'est quoi exactement? Oh rien, juste la « capacité de produire le maximum de résultats avec le minimum d'effort et de dépense » vous dira un bon dico. Comme quoi plus avec moins, c'est pas de l'efficacité-fiction.

## Gloup gloup Crime à la crème

Une indignation sans limite a étreint Lulu, galopin très respectueux des complets vestons, en découvrant qu'un élu favorable à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes a subi en octobre un quintuple tir de tartes à la crème, quasiment à bout portant. Vice-président du conseil général délégué à l'action foncière, Claude Bricaud a morflé, mais ouf, il a survécu à

l'attentat pâtissier. Le forfait a été perpétré le 1er octobre à la mairie de Notre-Dame-des-Landes où on discutait gentiment de l'étude préalable à l'aménagement foncier du projet d'aéroport. Une procédure de remembrement cible 47 exploitations agricoles et habitants du coin, et concerne 4 700 hectares à mettre au service du grand machin à zingues.

Claude Bricaud menait la réunion, jusque là dignement, socialistement, devant un des géomètres, des bureaux d'études et des maires de communes concernées. Mais son costar a dû subir un blanchiment, ce qui est toujours douloureux pour un élu du peuple. Dans ces moments dramatiques, toute notre sympathie va aussi à la famille de la cravate encrémée dans le même élan. En espérant qu'une assistance psychiatrique puisse lui être fournie.

## Huggy les bons L'art de tutoyer le tuyau

La ministre de l'environnement est venue visiter la raffinerie de Donges. *Ouest-France*\* l'a interrogée. « Avec ses 40 km de tuyaux, la raffinerie de Donges n'est pas un cas particulier », confie Nathalie Kosciusko-Morizet.

Le lendemain, le même quotidien explique que « d'ici 2011, le pétrolier mobilise cent personnes pendant trois ans pour une inspection de ses 32 000 km de tuyaux ». En un jour, la longueur des tubes a donc augmenté de 31 960 kilomètres, soit presque le tour de la planète, en trichant un peu. 20 minutes\*\* avait pris le chiffre du préfet qui, lui, en a compté 35 000 km.

Au moment de la fuite de pétrole dans la Loire, *Le Monde*\*\*\* avait questionné la source : « Nous avons 20 000 à 30 000 kilomètres de tuyaux au sein de la raffinerie, rétorque le service communication de Total, à Donges ». Comme quoi, même les tenanciers de cette tuyauterie géante ne savent pas vraiment ce qu'ils ont en rayon.

\* *Ouest-France*, 18 septembre 2008

\*\* 20 minutes, 17 avril 2008

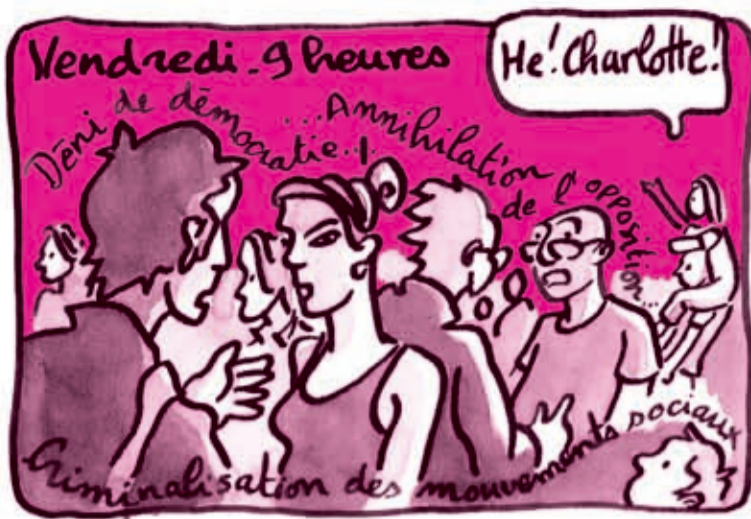
\*\*\* *Le Monde*, 25 mars 2008

## Bidon Futé

### Totalement bidon

Pour faire oublier son gros bouillon de 450 tonnes oubliés dans la Loire le 16 mars dernier, mais juste avant d'en rebalancer quelques mètres cubes le 22 octobre, toujours oubliés par pure inadvertance, Total a voulu jurer ses grands dieux qu'on ne l'y prendrait plus. L'opération a consisté à se faire mousser en réunissant quelques grands boss locaux de la chambre de commerce; Le pétrolier fait dans le bidon. La presse a été conviée à cet événement d'importance planétaire : la signature d'une « convention de partenariat » présentée comme une « action (qui) formalise cet engagement ». Total en profite pour s'affirmer comme un « acteur majeur de l'économie régionale » qui « contribue au développement économique des zones d'implantations de ses principaux établissements industriels ».

Pas un mot sur les civelles pétrolées. La contribution à l'emploi, rien à dire, on l'a vue avec l'embauche temporaire de gratteurs de plage et nettoyeurs de roseaux salopés de fioul après la fuite de 450 t en mars dernier. Vous avez remarqué : Total ne promet pas de contribuer au développement du bien-être du bouchon vaseux. Ils ont pourtant une belle vase de données, chez Total.



libérez Sami  
libérez Sami



16 heures. Sami est libéré. Ses premières paroles sont celles d'un militant:



Des paroles qui me rappellent celles de ma vieille prof de philo



23 heures  
Nuit des écoles.  
Les instit' sont usés... et les blasques aussi...



Sami est convoqué le 23 février 2009 devant le tribunal correctionnel de Nantes pour "rébellion à l'encontre des policiers". Il risque 1 an de prison et 15.000 € d'amende. Un comité de soutien a été créé pour exiger sa relâche. [44.snuipp/spip.php?article775](http://44.snuipp/spip.php?article775)

(La Touche)

## Faux et usage

### Ça sent la grotte, par ici

Si jamais vous avez un pète à la béquille, des pneus de fauteuil roulant à faire rechaper ou la rate qui se dilate et qui vous fait un poids à l'âme, il faut courir au pèlerinage de Lourdes bis en Loire-Inférieure. C'est bon pour le développement durable, ça fait dans la proximité et n'oblige pas à cramer du carburant

au risque de piéger le bon dieu dans un méchant trou d'ozone. Le rassemblement se passe début septembre au Pont-du-Cens, où des cathos maçons ont bâti en 1936 une réplique de la grotte où Dédette Soubirous dit avoir eu son apparition. C'est un peu comme Lascaux 2, les bisons aux murs en moins. Cette

année c'était le 50 e anniversaire de la grotte-copie. Un pèlerinage « pour tous ceux et celles qui ne peuvent, pour des raisons médicales ou financières, se rendre à Lourdes. Mais cela ne dispense pas d'aller à Lourdes », rappelle le bien pensant *Ouest-France*\*. Le marché de la croyance s'étant effondré, pas question de laisser l'église succomber à la tentation de se faire concurrence à elle-même.

\* *Lundi 8 septembre 2008*

## Ordinaire

### Le plein, nom de dieu !

Les cathos font dans le jeu de mot pour attraper le gogo. Pas vraiment lacanien. Ils ont un bus qui se balade pendant le carême\*, alors ils l'ont rebaptisé « car-aïme ». Explication pour les mal comprenantants : « Car dieu vous aime ». Ah d'accord. Le subtil véhicule rameute les jeunes pour leur faire « faire le plein d'essence-ciel ». Qui c'est qui fait le pompiste quand le saint-esprit est en RTT ?

\* *Ouest-France*, le 10 mars 2008

Promo

# Le siège s'assoit sur le permis

**L'aménagement sans ménagement, voilà la clef du management durable.**

Promoteur dont on parle, Bernard Brémond serait même un promoteur post moderne : autodidacte, fils de maçon, aujourd'hui converti à l'écologie, entouré de sociologues, d'historiens, de géographes et de paysagistes durables. À Vigneux-de-Bretagne, ce vertueux de l'urbain new look vit et travaille dans un domaine qui sert aussi de siège paysagé à son entreprise. L'aménagement raisonné de la nature s'y inspire du très à la mode Gilles Clément. Une fois par semaine, un mini marché bio est organisé sur place pour les salariés. Le patron éclairé confie même cet été à *Libération* qu'il se considère à peine promoteur, et qu'à son sens, la profession est le plus souvent pratiquée par des « voyous ». Mais il doit bien reconnaître aussi que la dernière extension de ses bureaux s'est faite un peu à la hussarde. « À la voyou », concède-t-il un peu gêné. En fait, il a carrément établi ses nouveaux bureaux modulaires sur des terrains inconstructibles. Sans le moindre permis de construire. En contradiction avec le plan d'urbanisme local. Après avoir râlé, la municipalité a fini par entériner l'entorse, faite par la plus grosse boîte de la commune. De la partie, qui plus est...

## LE PERMIS DE CONSTRUIRE BIODEGRADABLE



Mais ces derniers temps, le même promoteur écoloïde connaît quelques désagréments avec une autre municipalité périnantaïse, Thouaré-sur-Loire. Le groupe Brémond a pourtant à un client en or. Il a séduit la précédente équipe municipale au point de se voir confier au fil des ans la totalité des terrains constructibles en opérations groupées, soit un potentiel d'environ 2 000 logements dont 1 400 sur 20 ans dans la seule ZAC des Deux ruisseaux. Il faut dire que notre homme d'affaires s'y entend pour prendre une longueur d'avance sur ses confrères. Son bureau d'études, créé il y a quelques années, fait plancher architectes, sociologues, géographes et autres urbanistes sur les études préalables aux aménagements. Bien commode pour pro-

poser ensuite ses services de promoteur aux élus : présent en amont des projets, le groupe noue à ce stade d'utiles contacts (comme Véolia, voir ci-contre). Le nouveau maire de Thouaré hérite de ce fournisseur exclusif et commence à tousser. Trop grosse, trop longue, l'opération des Deux ruisseaux. Surtout que la commune est déjà une des plus endettées de l'agglomération. Justement à l'agglomération, Nantes métropole est peut-être allé un peu vite en s'engageant, avant les municipales, à financer voirie et réseaux divers. Juste un hic : la compétence de la communauté urbaine ne s'applique pas à ce genre de ZAC dédiée à l'habitat. Mais Brémond ne va pas se laisser démolir par de tels arguments. Ce promoteur, il est béton.

Le Carbonusier

Gratis pro Véo

# Y'a du ciblé à se faire

Du bon usage de l'environnement des mairies pour le développement du rab du commerce des multinationales. Le très philanthropique groupe Véolia propose « gratuitement » aux collectivités son expérience en « management environnemental ». Pour « évaluer ses besoins », Rezé a ainsi signé sans sourciller l'été dernier une convention avec l'industriel. Véolia fait mouliner à ses frais ses équipes, et met à disposition un ingénieur, chef de projet à temps plein. Rezé « donne accès à toutes les données utiles ». Un genre de banalisation du méli-mélo d'initiés avant les futurs marchés publics. Présentée comme un projet de recherches W-W (win-win) et non comme une pres-

tation payante 3C (client crache cash), ce beau partenariat vise à prodiguer en toute amitié des conseils sur le comportement des habitants en matière de maîtrise des énergies. Ce qui va jusqu'à un « diagnostic humain » mesurant « des facteurs d'acceptabilité des innovations » par ces salauds d'administrés. On étudie aussi la qualité de l'air, préservation des ressources en eau, distribution de l'énergie et de la flotte, gestion des déchets, etc. Au final, officiellement, rien que du diagnostic, du conseil, des préconisations, et un « plan d'actions ciblées ». Mais si la commune insiste, Véolia se fera violence ensuite pour proposer ses services ciblés et durables, sonnants et trébuchants.



Traits tirés

# La barge haut-de-forme

L'immeuble flottant à l'air mas-sif, tout noir, à usage partiellement perso: son concepteur, le célèbre designer naval à moustache Olivier Flahault, envisage d'y installer ses propres bureaux (jamais mieux servi), un resto haut de gamme et des bureaux high standing. Son projet, une barre de 60 mètres de long sur neuf mètres de haut a été imaginé pour accueillir VIP et autres bobos en mal de mer dans la Venise de l'Ouest. La boîte noire flottante a fait couler l'encre de la protestation populaire au printemps dernier. Elle inspire aussi le bourgmestre et son avatar... qui crawlent au secours de l'architecte. La revue *Traits urbains* de septembre 2008 publie leurs propos dénigrant les défenseurs d'une mémoire ouvrière autour des

anciens chantiers navals. Pour Mégagalo Régent (Jean-Joseph Régent pour l'état-civil), ancien président de la chambre de commerce, fondateur du groupuscule Kervégan, président du conseil de développement de l'agglomération, il ne s'agit que de « réactionnaires du patrimoine, tenants d'une culture momifiée qui arrosent les grues pour voir si elles vont repousser! ». Plus sobre, Ayraut estime: « qu'on discute de l'emplacement de ce projet, c'est normal, mais respecter la mémoire ouvrière, ce n'est pas que faire des musées ». Normal donc, de privatiser un peu l'espace public pour l'intérêt bien compris de quelques happy few. Histoire de rappeler au réacs du patrimoine que leur ancien turbin, il l'ont dû à de bienveillants patrons à haut-de-forme.

## DEUX AGENTS SUR TROIS VEULENT QUITTER L'HOSTO



prime time

# L'hosto se fout dedans de tant de charité

L'hôpital de Nantes n'en finit pas de ne pas se remettre de son déficit abyssal. 31,5 millions d'euros en 2007, ça commence à faire une jolie somme. La version officielle entend réduire les dégâts à 25 millions pour 2008. Mais voilà désormais l'hosto menacé par les chasseurs de prime en blouse blanche. Dans le cadre du plan social, pardon le « plan de modernisation et de retour à l'équilibre », la direction du CHU a pondu une formule de « départ volontaire » avec indemnité à la clé. Il en faudrait 200 d'ici mars. La direction, qui a l'art de la formule, parle de « faciliter le redéploiement des effectifs ». Le but de cette démission

aidée, c'est de réduire le personnel pour faire des économies, en gros. Sauf que dès que le dispositif a été connu, des tas de gens qui avaient l'intention de se barrer en pré-retraite parce qu'ils en ont ras-le-bol de bosser à l'hosto ont sauté sur l'occasion. La direction des ressources humaines n'avait pas du tout envisagé ce coup du sort qui grève le budget. Les blouses blanches qui répondent aux critères (trois marmots, 55 ans ou plus...) se bousculent au portillon avant la date limite du 14 novembre pour réclamer la prime. Un an de salaire avec moins de 15 ans d'ancienneté, jusqu'à 26 mois de salaire pour 25 ans au compteur, le tout plafonné à

41 800 euros par tête de pipe. Une enveloppe qu'ils n'allaient pas toucher puisqu'ils voulaient partir de toute façon, mais sans prime... Bonjour les économies. La DRH s'en mord les doigts. Bobos aux doigts? Du boulot pour les urgences.

## Revelote Deuxième couche

La piste cyclable entre Roche Maurice et Basse-Indre (soit un peu plus de quatre kilomètres) été réalisée et finie à l'arrache pour la fête du vélo en juin 2007. Un an après, le tour de France est passé par là. Et du coup, Nantes Métropole a tout refait, de bout en bout. Seul progrès, les arrêts de bus surélevés pour l'accès handicapés. Mais si on cause développement durable, c'était la peine de refaire le bitume tout du long? Soit c'est de l'asphalte recyclé des vieilles rustines, soit quand on cause deux-roues, faut forcément doubler la mise.



**Qui ça?**  
Ont ouvert à ce numéro : Pich, Fred Crayon, La Touche, Jeff Espéculo, Jules de chez Smith, Amélie Mauresco, Sophie Nasri, Pascale Hibrage, Nicolas de La Case. Mise en page : Lionel Gikel. Directeur de Publication : Nicolas de La Casinière. N° ISSN : 1270-4911 - N° CPPAP : 0211 G 88321. Dépôt légal à parution. Éditée à 3500 ex. sur papier recyclé par LNG 13 rue Antoine Lavoisier 44980 Ste-Luce pour : La Luttre à Lulu, asso 1901, 11 rue des Olivettes, 44000 Nantes. Toutes les archives du journal (sauf le dernier numéro) sur <lalettrealulu.com>. Les textes publiés sont « copyleft ». Libres de droits, ils peuvent donc être repris, republiés, rediffusés, si possible avec mention de l'origine.

Abonnement 20 € = 10 numéros

Nom : .....  
Prénom : .....  
Adresse : .....

Chèque à l'ordre de  
La Luttre à Leuleu,  
11 rue des Olivettes  
44000 Nantes